



## **PREFETE DE SEINE-ET-MARNE**

**DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ENERGIE  
D'ILE-DE-FRANCE**

**Unité Territoriale de Seine-et-Marne**

**Arrêté n° 2014/DRIEE/UT77/046  
portant mise en demeure de la société OFFREDY  
pour son site situé 13 à 17, avenue Beaudalet à OZOIR-LA-FERRIERE (77330)**

**La Préfète de Seine-et-Marne,  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.516-1, L.516-2, L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 13/PCAD/84 du 19 mars 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,

**Vu** l'arrêté n° 2013 DRIEE IdF 85 du 09 octobre 2013 portant subdélégation de signature,

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 10 DAIDD IIC 104 délivré le 28 avril 2010 à la société OFFREDY pour l'exploitation d'une installation d'application de peinture sur le territoire de la commune de OZOIR-LA-FERRIERE, 13 à 17, rue Beaudalet et concernant notamment la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Vu** le courrier du 08 janvier 2013 demandant la remise d'une proposition de garanties financières pour le 31/07/2013 ;

**Vu** le courrier de relance daté du 08 janvier 2014 demandant la remise du dossier de calculs des garanties au plus tard le 31 janvier 2014 ;

**Vu** le rapport du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France en date du 13 mars 2014 proposant à Madame la Préfète de Seine-et-Marne de mettre en

demeure la société OFFREDY pour ses activités de traitement de surface dans un délai n'excédant pas 15 jours;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 mars 2014 conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse à l'exploitant de la transmission du rapport susvisé;

**Considérant** qu'au regard des activités exercées par la société OFFREDY et notamment du volume de ses activités, la société OFFREDY est soumise à l'obligation de constitution de garanties financières pour les activités relevant de la rubrique 2565 et activités connexes et doit proposer à Madame la Préfète de Seine-et-Marne le montant des garanties financières ;

**Considérant** qu'à la date du 31 mars 2014, Madame la Préfète de Seine-et-Marne n'a pas été destinataire des éléments de calculs des garanties financières,

**Considérant** que l'absence de transmission de proposition de garanties financières constitue un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence et en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement de faire application de son article L. 171-8 en mettant la Société OFFREDY en demeure de se conformer aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

## **ARRETE**

### **Article 1**

La société OFFREDY exploitant une activité de traitement de surface située 13 à 17, rue Beaufort sur la commune d'OZOIR-LA-FERRIERE (77330) est mise en demeure de se conformer à l'article 3 de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées en transmettant une proposition de garanties financières, **dans un délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté .

### **Article 2 – Sanctions administratives**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

### **Article 3 - Informations des tiers**

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie d'OZOIR-LA-FERRIERE et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la société OFFREDY est soumise, est affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé à la DRIEE (Unité territoriale de Seine-et-Marne) par les soins du maire.

**Article 4 - Délai et voies de recours (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du Code de l'Environnement)**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN), dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

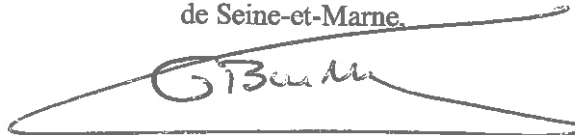
**Article 5 - Exécution**

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- Le Sous-Préfet de TORCY,
- le Maire de la commune d'OZOIR-LA-FERRIERE,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société OFFREDY sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 02 avril 2014

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Directeur empêché,  
Le Chef de l'Unité Territoriale  
de Seine-et-Marne.



Guillaume BAILLY

**DESTINATAIRES :**

- Société OFFREDY,
- Madame la. Préfète de Seine-et-Marne (DCSE),
- Madame la. Préfète de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Monsieur le Sous-préfet de TORCY,
- Monsieur le Maire de la commune d'OZOIR-LA-FERRIERE,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple.